

Partie B

B2 Dispositions de l'appel d'offres

**Appel d'offres pour prestations de surveillances des
bâtiments existants
Renouvellement de la gare de Lausanne**

**Lignes N°100, 150 et 250
N° 1105960**

Table des matières

1.	Déroulement de la procédure	3
1.1	Type de procédure	3
1.2	Calendrier	3
1.3	Échéances importantes au cours du traitement des offres.....	3
2.	Dispositions générales.....	5
2.1	Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix	5
2.2	Communautés de mandataires, sous-mandataires	5
2.3	Séances et coordination.....	6
2.4	Confidentialité, droit de regard, conflits d'intérêts	6
2.5	Accès sur et aux abords des voies	6
3.	Évaluation des offres	7
3.1	Examen formel.....	7
3.2	Critères de qualification.....	7
3.3	Critères impératifs d'exigences minimales.....	8
3.4	Critères d'adjudication.....	9
3.5	Négociations	11
4.	Présentation des offres	12
4.1	Conditions	12
4.2	Exigences formelles	12
4.3	Subordination	12

1. Déroulement de la procédure

1.1 Type de procédure

Procédure ouverte.

1.2 Calendrier prévisionnel

Le déroulement de la procédure respecte le calendrier prévisionnel suivant :

Déroulement	Date
Publication sur SIMAP	19.07.2019
Présentation du projet	09.08.2019
Dépôt des questions écrites	16.08.2019
Réponses aux questions à partir du	23.08.2019
Dépôt des offres	30.09.2019
Date prévue pour les négociations (le cas échéant)	Semaine 43
Date prévue d'adjudication	Mi-novembre 2019
Début prévu des travaux	01.02.2020

1.3 Échéances importantes au cours du traitement des offres

1.3.1 Présentation du projet et visite

La direction de projet de CFF SA prévoit une présentation du projet comme suit :

Rubrique	Information
Date / Heure:	09.08.2019 à 13h15
Lieu de rendez-vous :	Lausanne, Av. de la Gare 41 / Salle BA2-002
Renseignements:	Dimitri Simos, Chef de Projet, dimitri.simos@sbb.ch, 079 516 92 34
Programme:	Présentation du projet de renouvellement de la gare de Lausanne et des lots qu'il comporte, et des conditions de l'appel d'offre. Une visite sur site est prévue par la suite.
Participants:	1 (max. 2) participant(s) par soumissionnaire
Équipement de protection:	Gilet orange.
Langue:	Français
Inscription:	Jusqu'au 07.08.2019, 12h00 à dimitri.simos@sbb.ch avec les informations suivantes: – Participant(s) (Prénom, Nom, Entreprise, e-mail, n° de téléphone) pour la réservation de (véhicule(s), salle(s),)
Remarques:	La participation est vivement recommandée. Les informations fournies lors de la présentation seront présumées connues lors de l'évaluation des offres (SIA 118 article 16). Aucune réponse à des questions ne sera donnée, à l'exception des questions de compréhension. Les questions pertinentes seront



	retenues et les réponses seront données dans le cadre du traitement des questions-réponses à tous les participants.
--	---

1.3.2 Informations (Questions - Réponses)

Les questions relatives à l'appel d'offres doivent être formulées par écrit sur le forum du site www.simap.ch. Les réponses aux questions seront mises à disposition de tous les fournisseurs (sans mention d'origine). Aucune information ne sera donnée par téléphone ou verbalement.

2. Dispositions générales

2.1 Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix

2.1.1 Répartition en lots

Aucune division du marché en lots n'est prévue.

2.1.2 Offres partielles

Les offres partielles ne sont pas admises.

2.1.3 Variantes

Les variantes sont admises. L'offre doit être établie séparément pour chaque variante. Une référence explicite à des sections complètes de l'offre de base est acceptable, mais les variantes et solutions particulières doivent être déposées comme sections complètes de remplacement et être identifiables comme telles dès l'ouverture des offres. L'offre de base doit être déposée en tout cas dans son intégralité.

Les différentes variantes proposées doivent contenir toutes les données nécessaires à l'évaluation technique et financière de l'offre, et en particulier les points suivants:

- Idée fondamentale de la variante
- Descriptif détaillé et explications de l'entreprise quant à la plus-value de sa variante par rapport au projet (utilisation, sécurité, fonctionnalité et respect des exigences propres au projet).

2.1.4 Types de prix

Les types de prix différents de ceux indiqués dans l'appel d'offres (notamment les forfaits ou forfaits partiels) ne sont pas autorisés.

2.1.5 Assurances

La répartition des coûts et la couverture d'assurance sont précisées dans le contrat.

2.2 Communautés de mandataires, sous-mandataires

2.2.1 Communautés de mandataires

Les membres d'une communauté de mandataires forment une société simple et doivent en confier le pilotage à une entreprise. Ils sont solidairement responsables. La composition d'une communauté de mandataires ne peut être modifiée sans motif valable entre la date de présentation de l'offre et l'adjudication du marché.

Chaque soumissionnaire peut déposer une offre seul ou avec d'autres entreprises au sein d'une communauté de mandataires. Les personnes-clés ne doivent pas être employées d'un sous-mandataire. La candidature d'une entreprise en tant que membre ou sous-mandataire dans plus d'une communauté de mandataires n'est pas autorisée.

Les communautés de mandataires doivent :

- ouvrir un propre compte, sur lequel CFF SA peut effectuer les paiements avec effet libératoire. Dans la mesure du possible, la désignation et le numéro du compte doivent être indiqués dans l'offre, ou au plus tard avant la finalisation du contrat.
- demander un n° de TVA propre auprès de l'Administration fédérale des contributions, division de la TVA. CFF SA exige la confirmation de l'enregistrement du consortium au registre des contribuables et la communication du n° de TVA dans un délai d'un mois après la signature du contrat.

A défaut de fourniture des justificatifs / données requis, et en cas de retard de paiement en découlant, les éventuelles pertes d'escompte sont à la charge du soumissionnaire.

2.2.2 Sous-mandataires

Les sous-mandataires sont autorisés. Les personnes-clés doivent toutefois être employées par le soumissionnaire ou un membre d'une communauté de mandataires.

Dans la partie F1 Offre, il faut spécifier les principales activités des sous-mandataires pour que le maître d'ouvrage dispose d'un aperçu des prestations en sous-traitance.

2.3 Séances et coordination

Le soumissionnaire doit se référer aux annexes du document C1 qui y fait référence.

2.4 Confidentialité, droit de regard, conflits d'intérêts

2.4.1 Confidentialité

Les documents et informations fournis par le soumissionnaire sont utilisés exclusivement dans le cadre de la procédure de sélection en cours. Ils sont traités de manière confidentielle. Les documents ne sont pas restitués au soumissionnaire au terme du processus d'acquisition.

2.4.2 Conflits d'intérêts

CFF SA relève que les soumissionnaires qui prennent (ou ont pris) part à l'étude / la conception d'un projet de construction / de réalisation (projet de construction / concept général, documents d'appel d'offres techniques et financiers) seront dans certains cas, en raison d'une préimplication exclus d'un éventuel appel d'offres pour la phase de réalisation. Les sociétés au sein desquelles le soumissionnaire détient des participations sont soumises au même traitement. L'entreprise détenant une participation dans une société travaillant sur une étude de projet et/ou réalisant un projet devra le signaler à CFF SA.

Dans le cas où le mandataire / entrepreneur détient une participation dans une société, il devra introduire des mesures pour éviter tout conflit d'intérêts et les communiquer par écrit à CFF SA.

CFF SA relève que l'adjudicataire des prestations de suivi du bâti pourra aussi être adjudicataire des prestations de géomètre, adjugées dans le cadre d'un appel d'offres distinct. En revanche, il est exclu qu'il participe en tant que géomètre dans les consortiums de génie civil qui réaliseront les travaux ou interviennent en sous-traitance.

Ces mesures doivent être citées et expliquées dans un chapitre de l'offre, partie F1 Offre des documents de l'appel d'offres.

2.5 Accès sur et aux abords des voies

Il est interdit d'accéder sur et aux abords des voies des installations ferroviaires lors du traitement de l'offre. Toute visite doit être convenue au préalable avec la direction de projet de CFF SA, qui définira également les mesures de sécurité requises à cet égard.

3. Évaluation des offres

3.1 Examen formel

Le soumissionnaire est tenu de remettre une offre exhaustive reposant sur les documents de l'appel d'offres. Seules les offres complètes, dûment signées et présentées dans les délais sont admises à participer à la procédure d'évaluation.

3.2 Critères de qualification

L'évaluation de la qualification se fonde sur les critères de qualification (Q) impératifs suivants:

Critère impératif	Preuves/Confirmations (à justifier dans la partie F1 Offre)
Q1: Capacité suffisante en personnel, en moyens et connaissances techniques	<p>J1 2 projets de référence présentant une complexité et des tâches de surveillances géodésique et géotechnique comparables à celles du présent marché, notamment la surveillance de bâtiment existants et dans le calcul des réseaux de points fixes.</p> <p>Plusieurs domaines de compétences peuvent être justifiés dans le cadre du même projet de référence. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Les références doivent avoir été réalisées dans les 10 dernières années. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier certifiant qu'il exécutera les prestations en cas d'adjudication.</p> <p>Les justificatifs J1.1 à J1.2 font foi.</p>
Q2: Rapport approprié entre la valeur du marché par an et le chiffre d'affaires annuel dans le domaine de la mensuration (max. 30%)	<p>J2 Déclaration du chiffre d'affaires annuel des trois dernières années dans le domaine de la mensuration. Pour les consortiums, les chiffres d'affaires sont cumulés.</p> <p>Le justificatif J2 fait foi.</p>
Q3: Plateforme web	<p>J3 Le soumissionnaire doit fournir une plateforme web dont les exigences en matière de définition, d'objectif, de diversité des capteurs, de complexité (exploitation ferroviaire, environnement urbain, travaux souterrains) répondent aux prestations définies dans le formulaire B1.</p> <p>Le justificatif J3 fait foi.</p>

3.3 Critères impératifs d'exigences minimales

L'offre doit impérativement remplir les exigences minimales (EM) ci-dessous, faute de quoi elle ne sera pas prise en compte dans l'évaluation.

Exigence minimale	Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre)
<p>EM1: Qualification suffisante de chaque personne clé prévue.</p> <p>Sont considérées comme personnes clés:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Responsable général du projet – Chef de projet Surveillance des ouvrages existants (remplaçant du responsable de projet) 	<p>J4 Pour chaque personne clé</p> <p>J4.1 Responsable général du projet</p> <p>J4.2 Chef de projet Surveillance des ouvrages existants</p> <p>il y a lieu de fournir les preuves suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Indications sur la formation et l'expérience professionnelle du personnel clé prévu. - 3 références au maximum de projets réalisés au cours des 10 dernières années et comparables au présent marché sur le plan de la complexité des parties d'ouvrages projetés et des attributions du personnel clé impliqué. La référence fournie doit indiquer, pour l'essentiel, la fonction, les tâches principales et l'expérience acquise. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier confirmant que celui-ci exécutera les prestations en cas d'adjudication. - Connaissances linguistiques F/C1
<p>EM2: Sécurité</p> <p>Le personnel exécutant doit disposer de l'attestation «Autoprotection Travaux».</p>	<p>J5 Une copie de l'attestation valable «Autoprotection - Travaux» ou «CS» doit être jointe à l'offre ou une attestation d'inscription au cours.</p>

3.4 Critères d'adjudication

3.4.1 Contrôle des critères d'adjudication

L'offre est évaluée à partir des critères d'adjudication (A) ci-après.

Critère d'adjudication	Pondération	Points max.	Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre)
A1: *Qualification suffisante de chaque personne clé prévue. Sont considérées comme personnes clés:	(30%)	(150)	Les justificatifs J4.1 à J4.2 font foi.
– Responsable général du projet	15%	75	
– Chef de projet Surveillance des ouvrages existants (remplaçant du responsable de projet)	15%	75	
A2: Analyse du mandat (maximum 3 pages A4)	(25%)	(125)	J6
	10%	50	J6.1 Organisation de projet du soumissionnaire. Méthodologie prévue pour le respect des différents délais prescrits. Informations sur l'ensemble des personnes impliquées et disponibles avec taux d'occupation sur le projet. Les CV des personnes participant au mandat et figurant sur l'organigramme seront évalués.
	15%	75	J6.2 Méthodes proposées pour la surveillance automatisée des ouvrages par objet, avec sensibilité des mesures et compréhension des enjeux. Par méthode proposée, une référence de projet réalisé doit être fournie.
A3: Plateforme web	(15%)	(75)	J3
	10%	50	J3.1 Description des fonctionnalités de la plateforme de données, transmission des données, rapports, quittance des alertes.
	5%	25	J3.2 Flexibilité du système et aptitude à l'usage.
A4: Prix	30%	150	Prix de l'offre
Total	100%	500	

3.4.2 Évaluation des critères d'adjudication qualitatifs (A1 à A4)

L'évaluation des critères d'adjudication qualitatifs s'effectue comme suit:

Note	Degré de satisfaction des critères	Données et réalisation
1.0	Très mauvais	Données insuffisantes
2.0	Mauvais	Données sans rapport suffisant avec le projet
3.0	Normal, moyen	Données de qualité moyenne, conformes aux exigences de l'appel d'offres.
4.0	Bon	Données de bonne qualité
5.0	Très bon	Données d'excellente qualité, offre hautement novatrice

Pour le critère marqué d'un * dans le tableau des critères d'adjudication, seule une note de 3 à 5 est attribuée, car un niveau de qualité minimal (= note 3) est garanti par les «critères impératifs d'exigences minimales» ci-avant.

Pour autant que CFF SA accepte les réserves commerciales, techniques, de processus ou juridiques du soumissionnaire, celles-ci seront quantifiées et intégrées au prix de l'offre en vue de la comparaison des offres reçues.

Prise en compte des frais supplémentaires et des économies : Si une offre conduit, dans le cadre de son exécution, à des modifications des frais incombant aux tiers et au maître d'ouvrage (trains de chantier, personnel, sécurité, livraisons, frais de projet, direction des travaux, etc.), ces frais supplémentaires et ces économies seront ajoutés ou déduits de la somme due afin de permettre la comparaison des offres.

La note multipliée par la pondération correspondante donne le nombre de points pour le critère qualitatif d'adjudication respectif.

3.4.3 Évaluation du prix (A4)

L'offre présentant le prix le plus bas obtient le maximum de points. Les offres qui dépassent de 100% le prix le plus bas obtiennent 0 point. L'attribution des points au sein de cette marge de fluctuation est effectuée de manière linéaire.

Pour l'attribution des points, on utilise la formule ci-après. Chaque valeur est arrondie commercialement par le bas ou par le haut au point entier.

$$\text{Points} = M * \left[\frac{P_{\max} - P}{P_{\max} - P_{\text{best}}} \right]$$

Légende:

M = Nombre maximum de points à attribuer

P = Prix de l'offre à évaluer

P_{best} = Prix de l'offre la plus avantageuse

P_{max} = Prix au niveau duquel la courbe de valeur coupe le point zéro [P_{best}*(2)]

**Exemple de calcul**

Maximum de points se rapportant au prix pour une pondération du prix de 30% = 150 points

- L'offre du soumissionnaire A s'élève au total à CHF 800 000.– (= prix le plus élevé).
- L'offre du soumissionnaire B s'élève au total à CHF 450 000.–.
- L'offre du soumissionnaire C s'élève au total à CHF 380 000.– (= prix le plus bas/Pbest).

$P_{max} = P_{best} \times 2 = \text{CHF } 760\,000.-$.

Il en résulte l'attribution de points suivants:

- Le soumissionnaire A obtient 0 point: $P > P_{max}$ (dépassement de la marge de fluctuation)
- Le soumissionnaire B obtient 122.37 points $[150 \times (760\,000 - 450\,000) / (760\,000 - 380\,000)]$
- Le soumissionnaire C obtient 150 points $[150 \times (760\,000 - 380\,000) / (760\,000 - 380\,000)]$

3.4.4 Rentabilité globale

Le marché est adjugé à l'auteur de l'offre ayant obtenu le plus grand nombre de points. Si plusieurs offres présentent, après l'évaluation, le même nombre de points, le marché est adjugé au soumissionnaire qui propose le plus grand nombre de places d'apprentissage par rapport à son effectif.

CFF SA se réserve le droit d'inviter les soumissionnaires à une présentation visant à établir la pertinence de l'évaluation. Les soumissionnaires ne peuvent pas prétendre à une telle invitation.

3.4.5 Autres documents à remettre ultérieurement

Au cours de l'évaluation des offres, CFF SA se réserve le droit d'exiger des documents complémentaires tels que:

- Extrait du registre du commerce
- Extrait de la caisse de compensation (AVS, AI, AC)
- Attestation SUVA
- Assurance LPP
- Attestation de conformité fiscale
- Indications concernant les places de formation offertes
- Autres documents selon annexe 3 OMP.

3.5 Négociations

CFF SA se réserve expressément le droit de négocier.

4. Présentation des offres

4.1 Conditions

Les offres doivent être présentées au moyen des formulaires (partie F des documents de l'appel d'offres) en deux exemplaires. Les documents complémentaires à remettre sont décrits à la partie F1 Offre des présents documents d'appel d'offres.

En outre, l'ensemble des offres doit être remis sous forme électronique au format Excel et PDF (USB). En cas de divergences, les documents des offres remis sur papier font foi.

Les offres doivent être rédigées en français et libellées en CHF, puis envoyées à l'adresse suivante:

Chemins de fer fédéraux suisses CFF

Achats Infrastructure, Projets de construction

I-ESP-EI-BPR-RWT

Samuel Page

Avenue de la Gare 43

1003 Lausanne

La validité des offres est de six mois à partir de la date limite d'envoi des offres. Le soumissionnaire n'est pas dédommagé pour son offre.

4.2 Exigences formelles

Est déterminant le timbre ou le code-barres d'un office postal suisse (les marques d'affranchissement d'entreprises ne sont pas déterminantes), respectivement, pour les candidats étrangers, le récépissé d'une représentation diplomatique ou consulaire suisse. Si les soumissionnaires remettent leur offre à une représentation diplomatique ou consulaire suisse à l'étranger, les soumissionnaires doivent envoyer à CFF SA par e-mail (dimitri.simos@sbb.ch), dans le délai imparti pour la remise des offres, un accusé de réception de la représentation correspondante. Les offres ne peuvent pas être remises personnellement, respectivement ne seront pas acceptées sur place.

Sur l'enveloppe, inscrire les mentions suivantes:

«NE PAS OUVRIR – AO BATI - Gare de Lausanne»

4.3 Subordination

L'adjudication dépend de l'octroi de toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que de l'approbation du crédit par l'organe compétent de CFF SA.